

## Sommaire

### LA FORMATION CONTINUE

- Loi pour choisir son avenir professionnel
  - > Compte personnel de formation
  - > Les textes d'application publiés au 31 décembre 2018
- La formation professionnelle : principes généraux **ALAUNE**
- Les étapes clés de la réforme de la formation en 2019
- Formation pro : bilan et perspectives selon le baromètre de la FFP
- 16e Université d'hiver de la formation professionnelle : dossier documentaire et plus.. **ALAUNE**
- Création de la certification relative aux compétences de maître d'apprentissage/tuteur **ALAUNE**
- Apprentissage : compétences professionnelles exigées du maître d'apprentissage dans le public
- CPF : la nouvelle liste universelle de formations éligibles

### ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- Campagne en faveur de la taxe d'apprentissage de l'ADREE
- Le Label GEN : plus de 750 formations aux métiers du numérique

### LES FINANCEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- OPACIAT, l'OPCO pour l'agriculture, la production maritime, la transformation alimentaire et les territoires **ALAUNE**
- Pack méthodologique de ressources pour la fixation des coûts au contrat d'apprentissage
- France compétences : installation officielle du conseil d'administration et lancement du site **ALAUNE**
- Liste des organismes habilités à percevoir des financements de la taxe d'apprentissage
- Opérateurs de compétences : 9 dossiers jugés cohérents
- Contrôle de service fait

### DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

- Opco Atlas : «soutenir les compétences»
- Actions de formation et de développement des compétences
- Bilan de compétences

### DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- L'insertion par l'activité économique est élargie au travail indépendant
- L'insertion par l'activité économique en 2017
- La Cour des comptes valide l'insertion par l'activité économique
- Les jeunes et l'avenir du travail **ALAUNE**
- La trajectoire professionnelle des salariés de l'insertion par l'activité économique
- L'Agefiph aide les entreprises à faire leur déclaration Doeth

### CERTIFICATIONS QUALIFICATIONS

- La VAE est précisée dans le code de l'éducation
- Nouvelle classification des certifications **ALAUNE**
- Enregistrement des certifications et habilitations aux répertoires nationaux

### MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- Aller étudier ailleurs après le baccalauréat : entre effets de la géographie et de l'offre de formation
- Avec Erasmus Pro, l'Europe s'ouvre aux apprentis
- Séjours des jeunes à l'étranger : des objectifs européens partiellement atteints, mais un accès inégal à la mobilité
- Les enjeux européens de la formation professionnelle

## La formation professionnelle : principes généraux

Outil majeur pour les salariés, indépendants, chefs d'entreprise ou demandeurs d'emploi, la formation professionnelle permet de se former tout au long de son parcours professionnel. Elle donne la possibilité de développer ses compétences et d'accéder à l'emploi, de s'y maintenir ou encore de se reconverter. Cet article aborde les principes généraux de la formation professionnelle suite à la réforme "pour choisir son avenir professionnel" au travers de 4 fiches : la qualité des actions de formation, l'entretien professionnel, la formation en alternance.

**Consultation** de l'[article](#)

## Les étapes clés de la réforme de la formation en 2019

Centre Inffo publie un article retraçant les étapes clés de la réforme de la formation suite à l'adoption de la loi "pour choisir son avenir professionnel". Parmi les principaux changements qui vont s'opérer en 2019 au sein du système, on a assisté à la création de la nouvelle instance nationale quadripartite France compétences début janvier, et au 1er avril ce sera une dizaine d'Opérateurs de compétences (Opc) qu'on verra apparaître dans le champs de la formation. Par la suite, une application mobile CPF sera mise en oeuvre par la Caisse des dépôts qui permettra aux usagers d'accéder à leur Compte personnel de formation dès l'automne.

**Consultation** de l'[article](#)

## Formation pro : bilan et perspectives selon le baromètre de la FFP

Les résultats du baromètre annuel de l'observatoire de la Fédération de la formation professionnelle viennent d'être publiés. On constate que malgré l'engouement pour la réforme de la formation professionnelle des entreprises adhérentes, une certaine inquiétude relative demeure concernant l'année de transition. Ce baromètre, conduit chaque année par la FFP pour décrypter l'activité de la formation professionnelle en France, a été enrichi cette année de questions relative à l'impact de la loi «pour choisir son avenir professionnel».

**Consultation** de l'[article](#) de CPFormation

## 16e Université d'hiver de la formation professionnelle : dossier documentaire et plus..

La seizième édition de l'Université d'hiver de la formation professionnelle est consacrée à la réforme de la formation. Centre Inffo met à disposition un dossier documentaire proposant un point d'étape au 24 janvier 2019 de la mise en oeuvre de la loi pour choisir son avenir professionnel. Une webographie composée d'une sélection de documents illustrant les 53 ateliers ouverts durant l'évènement, complète le dossier remis aux participants.

**Consultation** des [ressources proposées par le Centre Inffo](#)

## Création de la certification relative aux compétences de maître d'apprentissage/tuteur

La certification qui définit les compétences attendues chez un maître d'apprentissage/tuteur vient d'être créée par arrêté. Elle s'articule autour de trois domaines de compétences :

- accueillir et faciliter l'intégration de l'apprenti/alternant ;
- accompagner le développement des apprentissages et l'autonomie professionnelle ;
- participer à la transmission des savoir-faire et à l'évaluation des apprentissages.

**Consultation** de l'[arrêté du 17 décembre 2018](#)

## Apprentissage : compétences professionnelles exigées du maître d'apprentissage dans le public

En complément de l'arrêté de création qui définit les compétences de la certification d'un maître d'apprentissage/tuteur, le décret n° 2019-32 détaille les conditions de compétences professionnelles attendues des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial. Ils doivent être titulaires "d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, et justifier d'expérience professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti" ou ils doivent "justifier de deux années d'expérience professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti".

**Consultation** du [décret n° 2019-32](#)

## CPF : la nouvelle liste universelle de formations éligibles

Les différentes formations éligibles au CPF sont remplacées par la liste universelle élargie définie suite à la parution de la loi 2018-771. Cette nouvelle liste de formation fait l'objet d'une infographie réalisée par la Caisse des dépôts et consignation, destinée aux acteurs du CPF (usagers, éditeurs de liste, financeurs, conseillers en évolution professionnelle), elle en explique le fonctionnement.

**Consultation** de l'[infographie](#)

## Acteurs, territoires et filières professionnelles

### Le Label GEN : plus de 750 formations aux métiers du numérique

Suite à son appel à labellisation lancé en avril 2018, la Grande Ecole du Numérique vient de présenter les résultats. A cette occasion, 347 nouvelles formations aux métiers du numérique ont été labellisées GEN. Initiées dans le cadre du programme "10 000 formations au numérique" du Plan d'investissement dans le compétences, elles doivent accueillir un minimum de 30 % de femmes sur l'ensemble du territoire national et être mises en place dans les Quartiers prioritaires de la ville.

Ces formations labellisées ont vocation de répondre aux besoins des entreprises dans de nombreux métiers et de pouvoir former à de nouveaux métiers.

**Consultation** de l'[article](#)

### Campagne en faveur de la taxe d'apprentissage de l'ADREE

Afin de perpétuer le succès des actions école-entreprises menées par le MEDEF et financées par la taxe d'apprentissage, l'ADREE vient de lancer une campagne de communication nationale pour la collecte de la taxe d'apprentissage. Cette campagne appuie l'essentiel de son argumentaire sur le succès de ses actions qui offrent aux jeunes la possibilité de «mieux appréhender l'entreprise et ses métiers (...), les attentes et les compétences de l'entreprise.

**Consultation** de l'[article du MEDEF](#)

## Les financements de la formation professionnelle

### OPACIAT, l'OPCO pour l'agriculture, la production maritime, la transformation alimentaire et les territoires

Le 18 décembre dernier, l'accord constitutif de l'Opérateur de Compétences pour l'agriculture, la pêche, l'industrie agro-alimentaire et les territoires a été signé. Il regroupe 41 branches professionnelles cependant, l'accord prévoit que les structures dont l'activité est cohérente et pertinente avec le périmètre d'OPACIAT, peuvent bénéficier des services d' l'Opcoc.

**Consultation** de l'[article de présentation d'OPACIAT](#)

### Pack méthodologique de ressources pour la fixation des coûts au contrat d'apprentissage

Pour accompagner les branches professionnelles dans la fixation des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage, le ministère du Travail a mis à leur disposition un pack de ressources méthodologiques. Destiné aux acteurs concernés, ce pack fait parti du chantier stratégique de la réforme. Composé de 6 ressources, le pack comprend également une note qui présente les 2 méthodes à partir desquelles il est possible de «déterminer le niveau de prise en charge des diplômes et certifications préparées en apprentissage».

**Consultation** de l'[article du Centre Inffo](#)

### France compétences : Installation officielle du conseil d'administration et lancement du site

La première réunion du conseil d'administration de France compétences a eu lieu à la mi-janvier, durant laquelle le directeur général a été nommé sur proposition du ministère du Travail et le site internet a été mis en ligne

**Consultation** du site <https://www.francecompetences.fr/>

### Liste des organismes habilités à percevoir des financements de la taxe d'apprentissage

Une liste des organismes qui pourront percevoir la part hors quota de la taxe d'apprentissage fait l'objet du arrêté du 21 décembre 2018. Ils s'ajoutent aux organismes qui bénéficient de droit à ces financements : écoles, lycées, universités dont l'offre de formation est technologique ou professionnelle, établissements consulaires, privés sous contrat avec l'Etat.

**Consultation** de l'[arrêté du 21 décembre 2018](#)

### Opérateurs de compétences : 9 dossiers jugés cohérents

Sur les 13 demandes d'agrément, 9 projets d'opérateurs de compétences ont été acceptés fin 2018. Les 4 propositions rejetées par le ministère du Travail étaient portés par les organisations patronales interprofessionnelles : Medef, Cpme, U2P et celui de l'opérateur de compétences construit autour du Faf-TT.

**Consultation** de l'[article](#)

### Contrôle de service fait

Arrêté du 21 décembre 2018 relatif aux pièces nécessaires au contrôle de service fait mentionné à l'article R. 6332-26 du code du travail (JO du 29 décembre 2018)

**Consultation** de l'[arrêté du 21 décembre 2018](#)

# Développement des compétences

## **Opco Atlas : «soutenir les compétences»**

Suite à la signature d'un accord constitutif entre 16 fédérations d'employeurs représentant une douzaine de branches professionnelles, l'Opco de compétences du secteur financier et du conseil aux entreprises, a été créé. Son objectif est de mettre en oeuvre toutes les mesures issues de la réforme de la formation professionnelle avec comme priorité de «soutenir les compétences».

**Consultation** de l'[article de CPFormation](#)

## **Bilan de compétences**

Décret n° 2018-1330 du 28 décembre 2018 relatif aux actions de formation et aux bilans de compétences (JO du 30 décembre 2018)

**Consultation** du [décret n° 2018-1330](#)

## **Actions de formation et de développement des compétences**

Décret n° 2018-1341 du 28 décembre 2018 relatif aux actions de formation et aux modalités de conventionnement des actions de développement des compétences (JO du 30 décembre 2018)

**Consultation** du [décret n° 2018-1341](#)

## Dispositifs spécifiques

### L'insertion par l'activité économique est élargie au travail indépendant

Les modalités de mise en oeuvre de l'expérimentation de l'élargissement des formes d'insertion par l'activité économique viennent de faire l'objet d'un décret paru au journal officiel le 22 décembre 2018. Mise en place sur l'ensemble du territoire national, cette expérimentation a pour finalité d'aider les personnes sans emploi ou ayant des difficultés sociales et professionnelles, à retrouver une activité professionnelle grâce à l'accompagnement d'entreprise d'insertion par le travail indépendant.

**Consultation** du [décret n° 2018-1198](#)

### L'insertion par l'activité économique en 2017

La Dares vient de publier une étude relative à l'insertion par l'activité économique en 2017. On constate que ce secteur connaissait une hausse de 3 % fin 2017, ceci étant lié aux nouvelles embauches en nette augmentation après avoir stagné en 2016. En effet, les structures conventionnées par l'Etat emploient leurs salariés dans des ateliers et chantiers d'insertion ainsi que dans les associations intermédiaires. En ce qui concerne les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire, on apprend qu'elles emploient respectivement 11 et 10 % des actifs.

**Consultation** de la [page de présentation de l'étude](#)

### La Cour des comptes valide l'insertion par l'activité économique

Un rapport sur l'insertion des chômeurs par l'activité économique vient d'être publié par la Cour des comptes. En partant de l'historique des entreprises d'insertion, le document établit le portraits des bénéficiaires ainsi que les différentes formes d'accompagnement qui leur sont proposées. Dans sa conclusion, la Cour des comptes donne ses recommandations, en matière de formation entre autre, et incite à renforcer l'action des acteurs du secteur.

**Consultation** de la [page de présentation du rapport](#)

### Les jeunes et l'avenir du travail

Le Cese a organisé une consultation en ligne afin de collecter avis et arguments sur les causes et les solutions pour aider les jeunes à imaginer leur avenir professionnel. Les participants avaient jusqu'au 25 janvier 2019 pour déposer leurs avis à partir desquels le Cese va proposer des pistes de solutions pour connaître la représentation du travail que se font les jeunes.

**Consultation** de la [page dédiée à la consultation](#)

### La trajectoire professionnelle des salariés de l'insertion par l'activité économique

**Document d'études 2019-227, Dares, janvier 2019**

La Dares a réalisé une étude sur le parcours professionnel des salariés issus de l'insertion par l'activité économique. Les résultats de cette étude montrent que si certains ont été exclus de la vie active avant et après ce dispositif, d'autres ont pu se maintenir dans l'emploi durablement grâce à l'IAE, notamment chez les seniors. On apprend également que les femmes obtiennent plus facilement un CDI à temps partiel à l'issue de l'IAE. De plus les trajectoires professionnelles diffèrent avec une insertion dans l'emploi pro-pice en fonction du métier ou de la catégorie socio-professionnelle occupé dans la structure d'accueil. Pour conclure, dans certaines régions ce dispositif compense un nombre d'offres d'emploi déficient.

**Consultation** de la [page dédiée à l'étude](#)

### L'Agefiph aide les entreprises à faire leur déclaration Doeth

L'Agefiph vient de mettre en place un dispositif d'accompagnement destiné aux entreprises de 20 salariés et plus afin de les aider à établir leur Déclaration d'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (Doeth). Ce dispositif comprend :

- un numéro vert,
  - un webinaire,
  - un dossier spécial Déclaration,
- ainsi que d'autres outils disponibles sur le site de l'Agefiph.

**Consultation** du [communiqué de presse du 8 janvier 2019](#)

## Certifications, qualifications

### La VAE est précisée dans le code de l'éducation

Les dispositions relatives à la VAE du code de l'Éducation viennent d'être modifiées par le décret n° 2018-1172, notamment au niveau des conditions d'organisation de la délivrance de l'ensemble des certifications, titres à finalité professionnelle et certificats de qualification professionnelle. Dorénavant, les candidats peuvent bénéficier d'un accompagnement gratuit pour la constitution de leur dossier de recevabilité, sur proposition des organismes certificateurs. De plus, la notification d'une décision favorable doit préciser la durée de validité de la recevabilité et "peut comporter des recommandations pour des formations obligatoires ou liées à des compétences manquantes correspondant à des parties identifiées du référentiel de certification".

**Consultation** du [décret n° 2018-1172](#)

### Nouvelle classification des certifications

Le cadre national des certifications professionnelles enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles (Rncp) fait l'objet du décret n° 2019-14. Dorénavant, la classification est faite en fonction de critères des compétences fixés selon les emplois et correspondances possibles avec les certifications des États appartenant à l'Union européenne. Ces critères sont fixés dans un arrêté afin "d'évaluer les savoirs, les savoir-faire et les niveaux de responsabilité et d'autonomie pour chaque niveau de qualification". Huit niveaux composent la nouvelle classification dont le premier correspond à la maîtrise des savoirs de base et le huitième équivaut au doctorat.

**Consultation** du [décret n° 2019-14](#)

**Consulation** de l'[arrêté du 8 janvier 2019](#)

### Enregistrement des certifications et habilitations aux répertoires nationaux

Désormais les ministères et organismes certificateurs ont l'obligation de transmettre des informations spécifiques à France compétences pour l'enregistrement de leurs diplômes, titres et CQP\* au RNCP\*\*, ainsi que pour les certifications ou habilitations spécifiques au futur répertoire. Le contenu de ces informations fait l'objet d'un arrêté paru au Journal officiel.

\*Certificat de qualification professionnelle

\*\*Répertoire national des certifications professionnelles

**Consultation** de l'[arrêté du 4 janvier 2019](#)



## Mobilité nationale et internationale

### **Aller étudier ailleurs après le baccalauréat : entre effets de la géographie et de l'offre de formation**

L'Insee vient de publier des chiffres selon lesquels on apprend que 6 bacheliers sur 10 changent de zone d'emploi lorsqu'ils deviennent étudiants. Il apparaît que l'offre de formation de la zone géographique où ils résidaient durant leur terminale, n'est pas seulement en cause. En effet, cette mobilité résulte autant de l'offre locale de formation que de leurs origines sociales.

**Consultation** de la [page consacrée à l'étude](#)

### **Avec Erasmus Pro, l'Europe s'ouvre aux apprentis**

Moins connu que son homologue Erasmus, le programme Erasmus Pro a été créé pour faciliter et développer la mobilité européenne des apprentis. Une réunion, présidée par la représentante de la France à la Cour des comptes européenne, a eu lieu à la CCI de Tarbes en décembre dernier, afin de faire avancer la mise en place de ce système par la mobilisation d'un maximum d'acteurs éducatifs, professionnels. En effet, si le programme d'origine a pu prouver que l'alternance et les échanges culturels sont un levier d'excellence, des blocages réglementaires, culturels et financiers subsistent.

**Pour en savoir plus** sur le [programme Erasmus Pro](#)

**Consultation** de l'[article](#)

### **Séjours des jeunes à l'étranger : des objectifs européens partiellement atteints, mais un accès inégal à la mobilité**

**Céreq Bref n°371, janvier 2019**

Suite aux données collectées lors de l'enquête Génération, un indicateur européen montre «montre que la France est plutôt bien positionnée en matière de mobilité à l'étranger de ses étudiants en cours d'études». En parallèle, on remarque que peu de jeunes issus de l'enseignement secondaire professionnel ou de l'apprentissage ont pu faire leur formation à l'étranger. Toutefois, Cette enquête ne permet pas de connaître les expériences de ces jeunes durant leurs études à l'étranger.

Consultation de la [page dédiée à l'étude](#)

### **Les enjeux européens de la formation professionnelle**

Pour le Ministère du travail, la formation professionnelle est un chantier européen où les enjeux politiques sont importants. Outre la formation professionnelle, l'enseignement supérieur en alternance et la formation des adultes. Ce chantier aborde de nombreux sujets transversaux, "de la transparence des certifications à la mobilité en passant par l'orientation et la validation des acquis de l'expérience".

**Consultation** de l'[article](#)



# INFO P UR

## 01-2019

AgroSup Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean  
BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

**Janvier 2019**

Coordination : Sylvie Petitjean - Magali Pichot - Cécile Weidmann  
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau  
Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau